

« (...) le Rassemblement Héritage et Modernité refuse de se prêter à une opération de légitimation d'un pouvoir honni par la majorité du peuple gabonais ».

Mesdames et Messieurs les journalistes de la presse nationale et internationale, distingués invités, chers compatriotes, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, avant d'entrer dans le vif du sujet, de vous remercier, au nom du bureau politique du Rassemblement Héritage et Modernité, d'avoir accepté notre invitation à cette conférence de presse. L'objet de cette conférence est de vous faire partager le compte-rendu du dernier bureau politique du Rassemblement Héritage et Modernité qui s'est réuni en séance extraordinaire le lundi 07 novembre 2016 à l'effet d'apprécier la situation politique de l'heure. Trois points étaient inscrits à l'ordre du jour, à savoir :

- le dialogue national prôné par Ali Bongo Ondimba ;
- la situation dans le monde scolaire et universitaire ;
- la traque des journalistes.

S'agissant du dialogue national appelé par Ali Bongo Ondimba

Le Rassemblement Héritage et Modernité reste attaché au principe du dialogue, mais s'interroge sur le sens à donner au dialogue avec Monsieur Ali Bongo Ondimba. En effet, tout le monde sait, comme l'a rappelé récemment un grand homme d'affaires africain, Monsieur Ibrahim Mo, pour ne pas le citer, dans une adresse internationale, que Monsieur Ali Bongo Ondimba a perdu l'élection présidentielle du 27 août dernier, en dépit des manœuvres grossières et éhontées tant de la Commission électorale nationale autonome et permanente, en abrégé Cénap, que de la Cour constitutionnelle. Aussi est-on tenté de se demander de quelle légitimité Monsieur Ali Bongo Ondimba peut-il se prévaloir pour convoquer un tel forum.

Par ailleurs, tout le monde se souvient également de l'extrême violence avec laquelle Monsieur Ali Bongo Ondimba a tenté de faire avaler la pilule aux Gabonais en recourant à des forces de troisième catégorie. Il faut rappeler que l'usage de telles forces n'est autorisé qu'en temps de guerre. Un peuple sans armes qui ne réclamait que la restitution du verdict des urnes. Le peuple gabonais pleure encore ses fils qui sont tombés au champ d'honneur ainsi que de nombreux disparus. Tous ont voulu défendre la patrie contre les turpitudes de Monsieur Ali Bongo Ondimba et ses sbires.

Enfin, chacun peut continuer d'observer le climat de répression jamais égalée qui s'abat dans le pays, avec des arrestations arbitraires, des emprisonnements, des tortures et des assassinats de nombreux compatriotes. C'est le lieu ici pour le Rassemblement



Héritage et Modernité d'exiger la libération immédiate et sans conditions de notre compatriote Bertrand Zibi Abeghe et de tous les autres, injustement incarcérés. Ce sont là autant d'éléments qui ne peuvent militer en faveur d'un dialogue avec Monsieur Ali Bongo Ondimba, sauf si l'objectif consiste à rétablir la vérité des urnes. A défaut, ce serait légitimer son forfait électoral et l'absoudre de toutes les abominations rappelées plus haut.

Dans ces conditions, le Rassemblement Héritage et Modernité réitère à la face du monde son engagement aux côtés de Jean Ping, le président élu par les Gabonais, en vue de la tenue prochaine d'un dialogue national pour l'alternance. Il est ainsi permis de penser que le détenteur de la légitimité populaire est seul habilité à organiser un tel forum.

Fort de ce qui précède, le bureau politique du Rassemblement Héritage et Modernité refuse de se prêter à une opération de légitimation d'un pouvoir honni par la majorité du peuple gabonais. Aussi, le Rassemblement Héritage et Modernité dit non.

S'agissant de la situation dans le monde scolaire et universitaire

Le bureau politique du Rassemblement Héritage et Modernité constate que le pouvoir, dit émergent, n'est même plus capable d'organiser une simple rentrée scolaire qui devrait être une opération routinière, faute d'avoir pris des mesures appropriées. Ainsi, on déplore le manque criard de structures dans un monde où la population scolaire croît de manière vertigineuse. A cela, il faut ajou-

ter l'absence de régularisation des situations salariales et indemnitaires.

En somme, il y a lieu de constater que le gouvernement a réussi à réunir tous les ingrédients indispensables pour rater la rentrée scolaire. Face à cette situation, le Rassemblement Héritage et Modernité partage le désarroi des parents d'élèves qui ne savent plus à quel saint se vouer pour scolariser leurs enfants. Dans la même veine, le Rassemblement Héritage et Modernité apprécie à leur juste valeur les revendications des organisations syndicales dont l'objectif vise à fortifier le système éducatif. En ce qui concerne nos universités nationales, la situation n'y est guère plus reluisante. Le gouvernement, adepte des mesures cosmétiques, est surpris par l'ampleur des dégâts. De l'USTM, à Franceville, à l'Université Omar Bongo et à l'Université des sciences de la santé de Libreville, il y a lieu d'envisager de véritables plans d'urgence pour redonner à ces institutions leur lustre d'antan.

S'agissant de la traque des journalistes

Le Rassemblement Héritage et Modernité a appris, avec stupéfaction, la descente musclée des forces de police nationale, le jeudi dernier, dans les locaux des journaux Echos du Nord et Faits divers. Au mépris de toutes les règles de droit, des journalistes et autres personnels de ces organes de presse ont été emmenés sans ménagement et torturés à la Direction générale de la documentation et de l'immigration. Une fois encore, le pouvoir s'est illustré par des pratiques rétrogrades, dignes d'un Etat sans foi ni loi. Il y a lieu de se demander à quoi sert finalement l'institution judiciaire dans notre pays. Le Rassemblement Héritage et Modernité condamne, avec la dernière énergie, ces agissements d'une époque révolue. Notre parti juge en effet intolérable que les acteurs du quatrième pouvoir ne puissent exercer leur activité dans la sérénité.

En conclusion

Comme chacun peut le constater, notre pays connaît une grave crise institutionnelle. La solution requiert que les Gabonais s'unissent autour du président élu Jean Ping, dont la légitimité est une garantie nécessaire pour la mise en œuvre rapide d'un plan de sortie de crise. Il est illusoire de nourrir des plans d'arrière-boutique et de compter sur la logique du fait accompli pour entamer le moral d'un peuple déterminé et qui tient, plus que jamais, au respect de son vote.

Merci de votre aimable attention.

Fait à Libreville, le 08 novembre 2016